

Commission: Sommet international de Madrid UE

Problématique: Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne – Moyen Orient profitable?

Auteur: Danemark

Le Danemark est membre de l'Union Européenne (UE) depuis le premier élargissement de la Communauté Économique Européenne (CEE), prédécesseur de l'UE, signé le 1er janvier 1973. Le Danemark est également membre fondateur de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) depuis la création de cette alliance militaire défensive le 4 avril 1949, une institution qui joue un rôle important dans la sécurité européenne. De plus, le Danemark a intégré l'espace schengen le 25 mars 2001 en permettant la libre circulation des personnes et marchandises au sein de cet espace. Dans cette monarchie parlementaire, le gouvernement est dirigé par le Premier ministre qui est responsable devant le parlement danois. Actuellement la Première ministre du Danemark est Mette Frederiksen, en fonction depuis le 27 juin 2019. Elle est la leader du Parti social-démocrate, le plus grand parti de gauche au Danemark. Le gouvernement de Mette Frederiksen est un gouvernement minoritaire soutenu par une coalition de partis de gauche et de centre-gauche.

La coopération transméditerranéenne regroupe l'ensemble de politiques visant à améliorer les relations, le commerce, l'énergie, la migration, la sécurité et le développement entre les pays de la région méditerranéenne, incluant l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Dans le but de promouvoir la stabilité de la région, l'UE a créé l'Union pour la Méditerranée (UPM), une organisation intergouvernementale, et la Politique Européenne de Voisinage (PEV).

Le Danemark défend l'équilibre budgétaire au sein des pays de l'Union Européenne, soulignant sa position de petit pays qui ne peut pas envisager de grandes dépenses. Il cherche aussi à protéger la souveraineté des États face au projet européen. En effet, le pays a négocié des opt-out de certains domaines de la politique européenne de l'espace Schengen, lui permettant de choisir de ne pas adopter certaines nouvelles réglementation Schengen que les autres membres acceptent directement. De même, suite à un référendum national tenu le 28 septembre 2000, le Danemark a refusé d'adopter l'euro pour conserver sa monnaie nationale, la couronne danoise.

Premièrement, pour relancer une coopération trans-méditerranéenne Moyen Orient profitable, sur le plan social il est fondamental de créer un plan de coopération sur le sujet de l'immigration. Le problème de l'immigration au Danemark est crucial. Dû à l'État-providence danois qui assure aux immigrants des services tels que des programmes d'intégration, l'accès à la santé et à l'éducation, des aides aux logements, des assistances sociales et des allocations chômage, les dépenses effectuées par le Danemark pour chaque immigrant qui arrive dans notre pays sont extrêmement élevées. De plus, il est important de souligner l'énorme effort effectué par le Danemark en accueillant 36 184 migrants syriens depuis l'éclat de la guerre civile en Syrie en mars 2011. En outre, le Danemark a fait preuve d'une grande solidarité en accueillant environ 100 000 immigrés ukrainiens depuis l'éclat de la guerre entre la Russie et l'Ukraine en février 2022. Ainsi, Selon les dernières données publiées par l'ONU, le Danemark compte 717 574 immigrés, soit 12,29 % de la population danoise. Ce nombre élevé d'immigrants en sol danois est à la base de problèmes d'intégration sociale, de chômage parmi les immigrants, de criminalité et de pression sur les services sociaux. Cette situation aboutit à des déchirures de la cohésion sociale et de l'identité culturelle danoise. Ainsi le Danemark se voit obligé d'adopter une politique de zéro-immigrants et demande à ses alliés du Moyen Orient de renforcer la sécurité de leurs frontières.

Deuxièmement sur le plan énergétique la coopération bilatérale avec le Moyen Orient peut résulter très profitable, comme le souligne le Danish Arab Partnership Program (DAPP) 2017-2022. Le Danemark est un leader mondial dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier l'énergie

éolienne. La collaboration dans ce secteur entre le Danemark et les pays méditerranéens du Moyen-Orient pourrait inclure l'échange de technologies, de connaissances et de meilleures pratiques dans le développement de parcs éoliens offshore et onshore, ou encore la mise en œuvre de projets d'énergie solaire et d'autres formes d'énergie renouvelable. Cette collaboration renforcera la position du Danemark et du Moyen Orient en tant que leaders dans le domaine des énergies durables, tout en offrant des possibilités d'exportation aux entreprises danoises spécialisées dans ce secteur et l'ouverture vers des nouvelles voies d'exploitation commerciale et d'enrichissement pour le Moyen Orient.

Finalement sur le plan commercial, le Danemark et le Moyen Orient pourraient se trouver à la tête d'une nouvelle route commerciale qui relirait l'Europe, l'Afrique du Nord et le Moyen Orient en concurrençant ainsi les routes de la soie chinoises et qui ont de plus bénéficié à la Russie. Sur la base de ce partenariat commercial, l'UE pourrait être intéressée dans l'investissement dans de nouveaux projets de gazoducs dans la zone du Moyen Orient et dans l'augmentation de ses importations de pétrole et de gaz liquide. De même, le Moyen Orient pourrait bénéficier de nombreuses facilités dans l'importation de médicaments conditionnés et de produits pharmaceutiques de pointe. Sur le long terme cette nouvelle route commerciale pourrait déboucher dans une importante suppression des droits de douanes entre l'UE et le Moyen Orient qui encouragerait les exportations et importations entre alliés.

En somme, le Danemark, membre de l'Union Européenne et de l'OTAN, est prudent dans son intégration européenne et met l'accent sur la protection de sa souveraineté. La coopération avec le Moyen-Orient, notamment dans les secteurs de l'énergie et du commerce, offre des opportunités économiques mutuelles. Cependant, le Danemark est confronté à des défis liés à l'immigration, ce qui influe sur sa politique étrangère. Après l'accueil de réfugiés syriens et ukrainiens, le pays adopte une politique de "zéro-immigration" pour renforcer la sécurité des frontières et préserver la cohésion sociale. En somme, le Danemark cherche à saisir les opportunités de coopération avec le Moyen-Orient tout en protégeant ses intérêts nationaux.